

Dans ce numéro

En couverture	1
• Le Programme de Comparaison Internationale : Regard sur le passé et l'avenir	
• L'Amérique Latine publie des PPA pour la consommation des ménages	
Le mot du Directeur Mondial	2
Nouvelles en bref	2
Dossier	5
• Entretien avec Eduardo Pereira Nunes	
Méthodologie	6
• Quelques mots sur la l'utilisation des PPA régionaux pour calculer les PPA mondiaux	
• Réflexions sur le programme de recherche du PCI	
Actualités régionales	8
• Les enseignements tirés de l'expérience de l'Asie Pacifique	
Actualités nationales	9
• L'expérience du PCI sera très utile à l'Ouganda	
Publications du PCI	12

Le Programme de Comparaison Internationale :
 Regard sur le passé et l'avenir

Robert Edwards, *Directeur Département des Statistiques Fonds Monétaire International*



C'est un plaisir pour moi de contribuer, par cet article, à *ICP News*, dont le présent numéro coïncide avec la première publication des résultats du Cycle 2005 du Programme de Comparaison Internationale (PCI) pour les pays d'Amérique Latine. Ma collaboration avec le PCI remonte déjà à quelques années, et ce, à divers titres : (i) En tant que grand critique de la qualité des données du PCI en qualité de chef des statistiques macroéconomiques lorsque je travaillais au Bureau Australien de Statistiques ; (ii) En tant que « Ami du Président » dans la mise en place d'une nouvelle structure de pilotage et de fonctionnement pour le PCI rénové ; (iii) En tant que membre fondateur du Comité de coordination asiatique qui supervisait la composante Asie/Pacifique du PCI ; et (iv) et actuellement en ma qualité de membre du Conseil d'Administration du PCI.

J'ai été très heureux d'avoir pu participer à la rénovation du PCI. Il reste encore beaucoup à faire pour finaliser le cycle 2005, néanmoins je crois que nous allons obtenir d'excellents résultats, compte tenu de la solidité du cadre dans lequel se déroule le cycle et du dévouement et de l'engagement manifestés par les nombreux participants à cette entreprise dans le monde. >>

... à suivre, page 3

L'Amérique Latine publie les données préliminaires des PPA sur la consommation des ménages.

Jacob Ryten, *Senior Adviser auprès du Bureau Mondial du PCI et membre du Conseil d'Administration.*



La région Amérique du Sud est la première région à achever une étape très importante du Cycle 2005 du Programme de Comparaison Internationale (PCI). Les résultats de la comparaison de la Consommation Finale des Ménages dans 10 pays sera publié le 28 juin à Rio de Janeiro au siège de l'institut officiel des statistiques du Brésil, l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). La Consommation des Ménages est de loin la composante la plus importante du PIB. Dans la région, elle représente en moyenne deux tiers du PIB total.

Aussi utiles que puissent être les PPA en matière de consommation pour aider les gouvernements à déterminer la prévalence de la pauvreté dans la région, le calcul de la consommation des ménages n'est pas une fin en soi. Début 2007, les coordonnateurs régionaux qui assument l'entière responsabilité du programme du PCI pour la région comptent publier le PIB et ses composants de dépenses – la formation du capital dans les secteurs de la construction, des machines et de l'équipement, les dépenses des administrations publiques en matière de biens et de services et, bien entendu, la balance commerciale des biens et des services. La meilleure réponse serait ainsi apportée à la question de savoir : que représente le PIB par habitant après ajustement pour le pouvoir d'achat de différentes monnaies ? >>

... à suivre, page 4

Le mot du Directeur Mondial

Chers lecteurs,

Le présent numéro constitue un événement important car il présente les résultats préliminaires de la comparaison de l'Amérique Latine. Dès lors, il est normal qu'il commence par des articles de fond préparés par Rob Edwards et Jacob Ryten.

Le présent cycle du PCI est essentiellement fondé sur les principes et recommandations du « Rapport Ryten » commandé par la Commission de Statistique de l'ONU. D'où l'idée de la Commission de Statistique de l'ONU de constituer le groupe « Les amis du Président » dont faisaient partie Rob Edwards et Jacob Ryten et de créer ensuite la structure de pilotage actuelle. Tous deux ont siégé au Conseil d'Administration du PCI, et ont ainsi continué à apporter un leadership précieux au programme.

Alors que nous sommes enthousiastes du fait de la publication tant attendue des résultats préliminaires de l'Amérique Latine et de ceux des autres régions qui suivront, ils ne représentent, néanmoins, que le volet consommation du Produit Intérieur Brut. La collecte des données pour les autres composants comme le logement et la formation du capital est en cours et, dans certains cas, elle est basée sur une méthodologie nouvelle.

Une sélection de pays de chaque région, 19 en tout, est occupée à évaluer les articles à partir d'une liste de produits tirée de la combinaison des listes régionales. Ces résultats seront utilisés pour comparer les PPA régionaux afin d'en déduire un ensemble de parités mondiales. La nouvelle méthodologie utilisée pour comparer les résultats régionaux et les agréger au niveau mondial part des bases jetées par Erwin Diewert, également à la une de ce numéro.

Le Conseil d'Administration du PCI s'est réuni début mars pour traiter de différents points difficiles comme le niveau de détail à publier dans le rapport mondial. La question n'a pas été résolue et sera réexaminée à la réunion du Conseil du 16 juin qui comprendra un examen des recommandations sur l'accès aux données et leur publication préparées par un groupe de travail de statisticiens nationaux.

La réunion du Conseil d'Administration et les discussions à la Commission de statistique de l'ONU en mars examinaient un point commun, à savoir l'approbation des progrès réalisés et un plein soutien au fait que le processus de planification pour le prochain cycle devrait commencer. Le Bureau Mondial a été chargé de réaliser une évaluation interne de ce cycle, de préparer des recommandations pour les cycles futurs et de les soumettre à la réunion de la Commission de Statistique de l'ONU prévue en 2007. Nous invitons les lecteurs à consulter le site web du PCI (www.worldbank.org/data/icp) qui est amélioré et mis à jour régulièrement.

Pour conclure, je me dois de reconnaître les efforts extraordinaires des coordonnateurs régionaux et nationaux qui nous permettent aujourd'hui de voir se profiler la publication. Nous pouvons dire que la structure de pilotage qui permet une appropriation forte par les coordonnateurs régionaux et nationaux au cours de tout le processus, comme l'avaient voulu « Les amis du Président », a été efficace.

Cordialement
Fred Vogel

Nouvelles en bref

Le Conseil d'Administration du PCI s'est réuni à New York...

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 6 mars à New York. Le Bureau Mondial a fait rapport sur l'état d'avancement et le calendrier de publication des résultats préliminaires et définitifs du cycle actuel. Le Conseil a adopté la proposition visant à publier les résultats préliminaires mondiaux au cours du premier trimestre 2007, puis les résultats définitifs à la fin 2007. Les administrateurs ont également discuté d'un premier avant-projet sur l'Accès et la Confidentialité des Données présenté par le président du Groupe de travail sur l'Accès aux Données (DAWG). Le Conseil a donné pour instructions au Bureau Mondial d'entreprendre une évaluation interne suivie d'une évaluation externe pour préparer le prochain cycle, en recommandant qu'elle soit organisée immédiatement après la fin du présent cycle.

...et se réunira à nouveau à Paris

Le Conseil d'Administration se réunira à nouveau à Paris le 16 juin. L'ordre du jour portera sur l'état d'avancement du cycle actuel, la politique d'accès aux données y compris le calendrier et le niveau de détail aux fins de publication, l'évaluation interne et externe du cycle actuel et l'avenir du programme.

La Commission de Statistique de l'ONU a discuté du PCI

La Commission des Statistiques, à sa trente septième session (Mars 2006), a discuté de l'état d'avancement du PCI et a pris note des progrès significatifs réalisés. La Commission (a) a appuyé la recommandation du Conseil d'Administration du PCI visant à faire du PCI un programme continu, afin d'utiliser les capacités accrues en matière de compilation des données sur les prix et l'infrastructure en place, (b) a demandé qu'une évaluation du cycle 2005 et un projet sur l'avenir du programme soient soumis à la Commission à sa trente huitième session en Mars 2007, et (c) a proposé que les efforts soient intensifiés pour élargir la couverture nationale du Programme.

La Région CEI accueille les Coordonnateurs régionaux

La région CEI accueillera la prochaine réunion des Coordonnateurs régionaux, du 24 au 28 juillet, à Moscou. Au cours de la réunion, les Coordinateurs examineront les données sur les prix à la consommation pour les deux derniers trimestres 2006 et les pondérations des dépenses correspondantes pour toutes les régions autres que l'Amérique Latine qui publie ses résultats en juin 2006. Ils examineront également les données soumises par les pays de l'Anneau, ainsi que les données relatives à la construction, à l'équipement et aux prestations publiques, pour la première fois.

Le Groupe de travail sur l'accès aux données a terminé son rapport

En décembre dernier, un Groupe de travail sur l'accès aux données a été constitué et ses membres ont été choisis par le Bureau Mondial, en étroite consultation avec le Président du Conseil d'Administration du PCI. Le groupe de travail avait pour mandat d'élaborer une politique permettant de protéger l'intégrité des bases de micro-données, et de rédiger des directives en matière d'accès aux données pour les chercheurs et le grand public. Début mars, le Groupe a fait circuler un premier avant-projet aux fins de commentaires et a ensuite préparé un rapport final, en tenant compte des contributions du Conseil d'Administration, du Bureau Mondial, des coordonnateurs régionaux et du Groupe Consultatif Technique. Le Conseil d'Administration examinera les recommandations du Groupe et élaborera des directives sur ce point.

Rod Edwards ... suite de la page 1

Le PCI est unique en ce qu'il requiert tant des instituts nationaux de statistiques que des agences régionales et internationales qu'ils partagent les responsabilités de la compilation et du traitement des données sur les prix et les dépenses de base. Il est aussi unique dans la mesure où la qualité des résultats du PCI pour un pays dépend de façon cruciale non seulement de la qualité des données de base pour ce pays, mais aussi de la qualité des données de base pour tous les autres pays de la comparaison. Pour que le PCI soit une réussite, il est donc nécessaire d'avoir une coordination et une collaboration étroites.

Dans la seconde moitié des années 90, trois évaluations indépendantes du PCI ont été réalisées. Le premier rapport, préparé par Mrs. Raimundo Fombellida et Seppo Varjonen (1996), se centrait sur la comparaison de l'Afrique de 1993. Il a été suivi par l'évaluation de Mr. Ian Castles (ancien statisticien australien) du programme de l'OCDE (1997). La troisième évaluation parrainée par le Fonds Monétaire International, la Division des Statistiques de l'ONU et la Banque Mondiale (1999), et conduite par Mr. Jacob Ryten, ancien de Statistique Canada, avait un mandat plus large pour ce qui est de la couverture de toutes les comparaisons régionales. Les trois évaluations visaient des objectifs communs : (a) évaluer la demande et les utilisations des données relatives aux parités de pouvoir d'achat (PPA) ; (b) identifier les zones de faiblesse du programme ; et (c) recommander des stratégies pour le renforcer. Ces trois rapports indépendants étaient d'accord sur la plupart des points et tous ont confirmé la valeur des données de PPA – dont le calcul est le premier objectif du PCI – pour un large éventail d'analyses économiques pertinentes pour la fixation de politiques.

Le rapport Ryten (Commission de Statistique des Nations Unies - E/CN.3/1999/8) faisait remarquer que le problème le plus grave auquel était confronté le PCI était le manque de crédibilité de ses résultats, notamment au niveau du détail. Ce manque de crédibilité était lié au problème de « production de données », qui portait sur une gestion et une supervision insuffisantes de la collecte de données au plan national, la mise en forme et le traitement et le manque de coordination entre les instituts nationaux de statistiques et les coordonnateurs régionaux. Ces problèmes étaient, à leur tour, attribués à l'insuffisance de financement et à l'absence d'un coordonnateur international crédible.

A la lumière de ces rapports, des propositions ont été formulées par un groupe « Les Amis du Président » de la Commission de Statistique des Nations Unies et coordonnées par la Banque Mondiale, aux fins de réorganisation importante du PCI avant de le relancer pour un nouveau cycle pour l'année de référence 2005. Une plus grande attention a été accordée à la structure de pilotage du PCI pour laquelle les principaux éléments ont été proposés comme suit :

- Le Conseil du PCI avec sa large représentation de sponsors, d'utilisateurs, de donateurs et d'autres parties prenantes devrait être le « propriétaire » ultime du PCI, et être équivalent à l'assemblée annuelle des actionnaires d'une société. Ses rôles principaux seraient de fournir une enceinte où les opinions des parties prenantes pourraient s'exprimer, pour confirmer ou amender, le cas échéant, le mandat et les mécanismes de responsabilité du Conseil d'administration du PCI et veiller à ce que le PCI ait des ressources suffisantes.

- Le Conseil d'Administration du PCI, équivalent au Conseil d'Administration dans une entreprise type, serait responsable de réussite de la mise en oeuvre du PCI.
- Le Bureau Mondial du PCI, sous la direction du Directeur Mondial du PCI assurerait la gestion quotidienne du PCI. Il fait rapport au Conseil d'Administration et prépare les programmes de travail et les budgets aux fins d'adoption. Le Bureau Mondial est situé à la Banque Mondiale à Washington, D.C.
- Le Groupe consultatif technique doit fournir des orientations sur les questions techniques et veiller à l'emploi de la bonne méthodologie. Le Groupe consultatif s'est avéré particulièrement utile dans son approche de beaucoup de questions techniques complexes.
- Les agences régionales d'exécution doivent être responsables de la mise en place des structures nécessaires pour mettre en oeuvre et contrôler le PCI au niveau régional. Chaque agence régionale a mis en place un bureau régional du PCI ayant à sa tête un coordonnateur régional. Les agences régionales ont établi des comités régionaux pour maintenir le contact avec les pays participants.
- Dans les pays participants, le PCI est mis en oeuvre par une agence d'exécution nationale, avec un coordonnateur national désigné.

Le Conseil d'administration du PCI a en conséquence approuvé une modification du champ d'action du Conseil du PCI qui passe du rôle de gardien ultime du Programme à celui de plateforme de partage d'information en permettant aux praticiens du PCI de fournir des rapports d'état d'avancement à un large public, et de recevoir des informations en retour. De ce fait, le Conseil d'Administration a recommandé que le Conseil du PCI soit remplacé par un Forum PCI et que la participation soit ouverte et non pas restreinte en nombre, et que les donateurs, les universités, les chercheurs, les media et les autres utilisateurs soient conviés à participer au Forum. Il est envisagé que la communication avec le Forum se fasse par des échanges sur un site web et des réunions occasionnelles. Comme les résultats du Cycle 2005 commencent à être disponibles, il sera important, selon moi, d'officialiser le Forum. Le dernier test du succès de toute entreprise en matière de statistiques, c'est que les statistiques soient perçues comme crédibles pour les objectifs pour lesquels elles sont utilisées. Le Forum sera le vecteur important de ce retour d'information.

Alors que les résultats du cycle actuel ne sont pas encore disponibles, et que l'on ne puisse encore juger la réussite du programme et la pertinence de sa structure de pilotage, la réunion de Mars 2006 de la Commission de Statistique était optimiste quant au succès des résultats. Elle a reconnu les progrès significatifs du programme obtenus grâce au leadership du Conseil d'Administration du PCI, de la Banque Mondiale, des organisations de coordination régionale, et au dévouement des instituts nationaux de statistiques participants.

Je saisis cette occasion pour féliciter tous ceux qui ont oeuvré avec autant de diligence et d'esprit de collaboration au Cycle 2005. Parallèlement à l'achèvement du Cycle, nous avons maintenant besoin de consacrer notre attention sur le caractère continu du Programme et, dans le cadre de ce travail, d'évaluer minutieusement tous les éléments du cycle actuel. ■

Jacob Ryten ... suite de la page 1

Partie intégrante de l'effort mondial visant à asseoir la crédibilité du PCI et à améliorer la qualité des estimations des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA), la comparaison de l'Amérique du Sud a été entreprise à la lumière des recommandations formulées dans l'évaluation du cycle précédent. Le PCI pour l'Amérique du Sud s'est distingué par un certain nombre de caractéristiques uniques dont certaines ont joué un rôle décisif dans son succès relatif. En premier lieu, la légitimité de la coordination internationale en Amérique du Sud a été assurée par l'implication de la Division des Statistiques de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC). La Commission a assumé, selon sa tradition, un rôle remarquable en apportant le leadership intellectuel aux décideurs des politiques sociale et économique de la région et reste sans égal quant à sa participation à des initiatives comme que le PCI.

En second lieu, les services d'un institut national de statistiques hautement professionnel – Statistique Canada – ont été demandés et assurés pour la coordination, la programmation, les orientations, le traitement et le conseil méthodologique. La combinaison des deux institutions et la bonne entente dans laquelle elles ont assumé leurs responsabilités et ont conduit le programme au succès offre un nouveau modèle d'organisation aux autres régions pour les prochains cycles. Le Bureau Mondial a soutenu les efforts régionaux en apportant un financement complémentaire, des conseils méthodologiques, un soutien aux systèmes et en assurant la liaison avec les autres régions. Mais, il a aussi mis largement en oeuvre sa politique visant à transférer aux régions la plus grande part de l'initiative et le pilotage local.

Trois facteurs supplémentaires ont contribué à la réussite du programme. Premièrement, il a été décidé, dès le début, de limiter le nombre de pays et de se concentrer uniquement sur les pays qui avaient une bonne infrastructure statistique. Deuxièmement, le programme a bénéficié du fait que tous les pays participants avaient coopéré à un effort conjoint pour produire un Indice des Prix à la Consommation harmonisé (IPC). Le travail sur l'indice harmonisé a donné aux pays participants un avantage au départ pour le choix de biens et de services de consommation comparables. Troisièmement, les pays d'Amérique du Sud partagent une langue, (les lusophones peuvent communiquer facilement avec leurs homologues hispanophones) une culture et une histoire institutionnelle. Leurs experts se connaissaient très bien entre eux et dans de nombreux cas, ils connaissaient leurs collègues canadiens et de la CEPALC.

Le secret de la réussite des efforts dans le cadre du PCI repose sur la bonne gouvernance. Une bonne gouvernance encourage des communications fiables, facilite une prise de décision rapide, réaffecte les ressources en tant que de besoin, équilibre les besoins régionaux par rapport aux besoins nationaux ; et par-dessus tout, permet à un programme très complexe comme le PCI de respecter son calendrier et de maintenir son attention sur ses principaux objectifs. Une bonne gouvernance assure un leadership et le leadership donne aux autorités de coordination de la crédibilité. Le programme PCI-Amérique du Sud a accordé une attention toute particulière à la bonne gouvernance. Il a mis l'accent sur la transparence et la prise de décisions collective en matière de politique générale.

Il est une autre caractéristique tout aussi importante du succès d'un programme ; sa totale appropriation par les parties prenantes. Heureusement, le programme régional a reçu les financements suffisants pour

atteindre ses objectifs mais comme l'ont recommandé les évaluateurs du cycle précédent, les pays n'ont reçu aucune aide financière pour mener leurs enquêtes de prix et de points de vente ou pour toute autre activité menée sur le territoire national. Tous les pays participants de la région avaient un intérêt dans le programme dans la mesure où ils finançaient leurs activités sur des ressources nationales et qu'ils paraient du principe que la réussite du programme était liée à l'utilisation que les autorités nationales pourraient faire de ses résultats.

Le PCI-Amérique Latine a eu pour effet indirect de renforcer les IPC nationaux en étendant leur couverture de produits et par application de la méthode des SPD de systématiser davantage l'enregistrement des caractéristiques des produits qui influent sur les prix.

Les organismes régionaux de coordination du PCI-Amérique du Sud sont satisfaits d'avoir pris les bonnes décisions pour la gestion du présent cycle du PCI et sont fiers de la réponse qu'ils ont obtenue des institutions nationales. Il y a beaucoup de points de détail qu'ils ont proposé de changer en cas de réédition de l'initiative mais la configuration générale de l'organisation a été testée et les résultats indiquent que le programme a atteint ses objectifs et satisfait les attentes de tous les intéressés.

Résultats préliminaires des PPA de consommation

La publication actuelle des parités de consommation et de dépenses par habitant comprend un certain nombre de découvertes surprenantes dont voici quelques exemples.

L'Argentine a la plus forte consommation par habitant :

L'Argentine vient en tête pour les dépenses par habitant en biens et services des ménages, avec 60 % de plus que la moyenne régionale. Le Chili et l'Uruguay suivent de près en étant respectivement à 48 % et 43 % au-dessus de la moyenne. Le Paraguay et la Bolivie sont dans le bas du tableau, le premier avec deux tiers de la moyenne régionale et le dernier avec 52 %.

Le groupe intermédiaire est moins étendu, avec le Venezuela en haut et légèrement au-dessus de la moyenne et la Colombie à environ 20 % au-dessous. Le Brésil occupe le sixième rang avec près de 10 % au-dessous de la moyenne (voir Tableau 1). Mais le classement peut changer une fois les résultats du PIB par habitant compilés.

Pays	Par habitant
Argentine	161.3
Chili	148.0
Uruguay	143.5
Venezuela	108.7
Pérou	91.6
Brésil	90.5
Equateur	88.5
Colombie	84.1
Paraguay	69.8
Bolivie	52.7

Nouvelles en bref

Dossier

Le Chili, le Brésil et l'Uruguay sont les pays les plus chers :

L'application la mieux connue des parités de pouvoir d'achat permet de déterminer des niveaux de prix comparatifs. Les estimations sont calculées par rapport à la moyenne de l'Amérique du Sud. Si un visiteur venant de l'extérieur de la région se rendait d'un pays à l'autre et achetait rigoureusement le même panier de biens et de services, il découvrirait qu'il lui faudrait y consacrer la plupart de ses ressources au Chili alors qu'il se sentirait financièrement très à l'aise au Paraguay ou en Bolivie (voir Tableau 2).

Tableau 2 : Niveau relatif des Prix pour la consommation totale des ménages (Moyenne pour la région = 100)

Pays	Niveau relatif des prix
Chili	117.7
Brésil	114.2
Uruguay	108.0
Venezuela	101.3
Pérou	85.8
Equateur	85.7
Colombie	85.3
Argentine	77.5
Paraguay	57.4
Bolivie	53.8

Bien que les comparaisons *par habitant* puissent ne pas être suffisamment fiables pour des produits spécifiques, les PPA sont d'une meilleure qualité statistique. Les comparaisons peuvent être faites pour certains de ces produits dans les dix pays. Certains exemples sont évidents. La viande de bœuf est beaucoup plus chère au Chili que dans des pays producteurs de viande comme l'Argentine et le Paraguay. Constatation moins évidente ; les produits pharmaceutiques sont chers en Uruguay et au Brésil, mais bon marché au Chili et en Équateur (voir Tableau 3). ■

Tableau 3 : Où est-il relativement bon marché et très cher d'acheter les produits sélectionnés.

Produits	Pays relativement bon marché	Pays relativement chers
Viande (boeuf)	Paraguay, Argentine	Chili, Uruguay
Café	Brésil	Chili, Uruguay et Venezuela
Equipements électroménagers	Chili, Colombie, Uruguay, Venezuela	Brésil
Produits pharmaceutiques	Chili, Equateur, Pérou	Uruguay
Véhicules à moteur	Chili, Brésil, Argentine	Bolivia, Colombie
Services Téléphoniques	Argentine, Paraguay	Chili, Brésil, Pérou
Livres, journaux	Argentine, Bolivie	Chili, Brésil, Venezuela

Entretien avec Eduardo Pereira Nunes



Entretien avec Eduardo Pereira Nunes, Président de l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). L'IBGE est chargée d'organiser la réunion de diffusion des données pour l'Amérique latine. L'institut emploie plus de 8 500 personnes et offre des diplômes de second cycle et de troisième cycle en statistiques. Il compte 530 antennes couvrant

5 564 villes du Brésil.

Que représente le PCI pour vous, en tant que comptable national et Président de votre institution ?

E. P. Nunes : Pour avoir personnellement participé aux discussions qui ont suivi le dernier cycle du PCI et avoir constaté le niveau atteint par le programme, je me réjouis au plus haut point des résultats obtenus. Je pense que ma satisfaction est proportionnelle aux efforts extraordinaires déployés d'abord et avant tout par les dix pays qui ont pris part au programme de la région, et au rôle remarquable joué par Statistique Canada et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), soutenus par le Bureau Mondial de la Banque Mondiale. Je voudrais rappeler que nous avons fait un pas de géant pour que les comparaisons des variables économiques soient rendues possibles et soient utiles. Mais je suis conscient du fait que nous devons améliorer nos propres statistiques sur de nombreux et importants aspects. Cette prise de conscience est le résultat des comparaisons systématiques avec d'autres pays que le programme nous a imposées et je lui en suis reconnaissant.

Quels sont pour vous les changements fondamentaux révélés par le cycle 2005 du PCI et qui diffèrent des cycles précédents ?

E. P. Nunes : Il nous a aidé à maîtriser une discipline dont nous ne nous servions pas comme nous aurions dû. Avec le mécanisme de coordination technique mis en œuvre pour ce programme – assurant que la transparence et la confiance mutuelle soient à l'ordre du jour et que ce qui était comparé soit toujours identique – il a été indispensable d'examiner avec le plus grand soin tous les aspects du recueil de données. Nous avons, par exemple, en tant que de besoin, eu recours à la photographie numérique des biens et des points de ventes sélectionnés. De plus, nos réunions techniques fréquentes afin de déterminer si les bons produits avaient bien été sélectionnés et évalués, les méthodes employées pour calculer les prix dans des situations plus complexes ont dans leur ensemble permis de mettre en œuvre une approche systématique du contrôle qualité à laquelle nombre de pays participants n'étaient pas habitués et dont, j'en suis convaincu, ils ont tous grandement bénéficié.

Comment l'IBGE finance-t-il sa participation au cycle du PCI ?

E. P. Nunes : Sur ses propres ressources. Au départ, nous pensions n'avoir besoin que d'un financement marginal. Après tout, le Brésil a un IPC très vaste, basé sur un panier complet de biens et de services. Nous pensions que ce panier était suffisamment grand pour servir de cadre à partir duquel se ferait la sélection du sous-ensemble de biens et de services nécessaire au PCI. Par la suite, nous nous sommes rendus compte que non seulement il nous fallait ajouter un certain nombre de nouveaux produits, mais qu'il nous fallait aussi pouvoir accéder à des points de vente qui étaient jusqu'ici exclus de notre champ. >>

... à suivre, page 10

Quelques mots sur l'utilisation des PPA régionaux pour calculer les PPA mondiaux.

Erwin Diewert, *Professeur émérite, UBC, Canada*



Dans le PCI, les pays participants sont regroupés par région, et les comparaisons mondiales sont effectuées en deux étapes. Chacune des 6 régions participant au programme actuel du PCI calculera indépendamment un ensemble de Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) pour chacun des pays de sa région. Les PPA régionaux sont basés sur des

paniers spécifiques à la région comprenant des biens et des services reflétant les structures de dépenses des pays de la région. Ces PPA constitueront un ensemble de 155 chiffres qui convertissent les dépenses libellées en monnaie nationale pour chacune des 155 catégories (rubriques de base) pour chaque pays de la région en dépenses équivalentes en unités monétaires d'un pays de référence de la région - par exemple, le peso argentin pour l'Amérique Latine et le shilling kenyan pour l'Afrique. Les PPA d'une même région seront ensuite confrontés entre les six régions pour produire les PPA mondiaux, exprimés dans une unité monétaire internationale commune, souvent le dollar US.

La région Amérique Latine est la première à publier ses PPA préliminaires pour la consommation totale des ménages et ses composants. Les autres régions suivront en temps utile et les PPA mondiaux sur la consommation sont attendus pour le premier trimestre 2007. Les PPA préliminaires pour le PIB global, y compris la consommation, la formation brute de capital, et les dépenses de l'administration publique sont attendus pour le troisième trimestre 2007.

La méthodologie du PCI qui sera utilisée pour confronter les PPA entre les régions est basée sur 19 pays sélectionnés à partir des cinq régions du PCI plus le groupe OCDE/Eurostat (ces pays sont appelés Pays de l'Anneau) qui ont accepté d'entreprendre la collecte détaillée des prix des produits pour les 155 catégories de rubriques de base à partir d'une liste commune de produits. La liste des produits de l'Anneau n'est identique à aucune des listes des produits des régions ; il s'agit plutôt d'une liste mondiale de produits qui a été dressée à cet effet de sorte qu'il y ait une forte probabilité que chacun des produits de cette liste puisse être trouvé dans la plupart des pays de l'Anneau. L'approche de l'Anneau est une innovation à la réalisation de comparaisons internationales de volume et de prix.

Il y a environ 5 à 15 spécifications détaillées de produits pour chacune des 155 catégories de rubriques de base sur la liste interrégionale de produits, et chaque pays sera prié de calculer le prix de ces articles. Une fois collectée cette information sur les prix pour les pays de l'Anneau, elle sera utilisée pour comparer les régions tout en préservant les PPA à l'intérieur d'une même région. Respecter les PPA d'une même région est essentiel pour préserver la position des pays établie par le biais de comparaisons régionales.

Avant de passer à la méthode de comparaison de l'Anneau, il convient d'expliquer la méthode permettant de mesurer les PPA dans une région et qui a été élaborée par l'économiste Robert Summers en 1973. Cette méthode est appelée Country Product Dummy (CPD), et peut être appliquée au PIB ou au niveau de la rubrique

de base. Même si d'autres méthodes de calcul des PPA existent, le Groupe consultatif technique a recommandé la méthode CPD (le groupe OCDE/Eurostat utilise l'approche dite EKS). Le postulat, pour ce qui suit, est que la méthode CPD est appliquée au niveau des rubriques élémentaires.

La méthode CPD, pour calculer les PPA d'une rubrique élémentaire donnée, par exemple, « Fruits Frais », part du principe que le prix moyen d'un produit donné, par exemple les bananes, pour le Brésil dans la comparaison de l'Amérique Latine, est déterminé par deux facteurs : un facteur pays et un facteur produit. Le facteur pays est exprimé par le ratio entre le niveau de prix au Brésil et le niveau de prix du pays de référence, par exemple l'Argentine. Ceci équivaut à la parité des prix (PPA) pour la rubrique élémentaire, calculée comme moyenne géométrique non pondérée des ratios entre les prix nationaux (pour le Brésil) et les prix dans le pays de référence (l'Argentine). Le facteur produit est égal au prix régional moyen pour les bananes dans la monnaie du pays de référence. Ainsi le prix des bananes au Brésil peut être estimé comme les PPA du Brésil multipliés par le prix régional moyen. Ni les PPA des rubriques élémentaires ni les prix moyens ne sont connus d'avance. Ils sont calculés soit par une procédure de régression soit par un système d'équations linéaires en termes logarithmiques.

Le CPD est une procédure de régression par laquelle les logarithmes naturels des prix sont exprimés en termes de deux ensembles de variables « fictives » ; un ensemble se réfère aux pays (hors pays de référence) et l'autre aux produits inclus dans la rubrique de base. Le coefficient de la variable fictive pays pour le Brésil, par exemple, donne l'estimation des PPA du Rial Brésilien exprimés en monnaie du pays de référence pour « Fruits Frais ».

Ce modèle élémentaire peut être étendu pour inclure d'autres facteurs comme le type de point de vente (épicerie, marché, etc..) et la caractéristique du produit : à savoir, est-ce un prix *représentatif* ou *non représentatif* dans le pays de la collecte ? Un produit est représentatif lorsque l'article est largement consommé dans le pays. Si le produit est non représentatif, cela veut dire que tout en étant disponible ce produit n'est pas largement consommé. En ajoutant la variable de représentativité, le modèle obtenu est dénommé méthode Country Product Representativity Dummy (CPRD) et permet de calculer les PPA dans une région donnée. Si une région utilise l'une des ces méthodes, le CPD ou le CPRD, il conviendra d'effectuer des régressions pour chaque catégorie de rubriques de base de dépenses. Les PPA régionaux ainsi obtenus sont appelés PPA niveau 1.

Maintenant que l'explication de la méthode CPRD a été faite, il est possible d'expliquer facilement la méthode de comparaison des PPA régionaux niveau 1 entre les régions. Ce dernier niveau de comparaison peut être entrepris avant que les régions n'aient déterminé leur ensemble de 155 rubriques de base des PPA pour tous les pays de leur région. Pour le dernier niveau de comparaison entre les régions, les prix des articles dans une catégorie de rubrique de base recueillis dans le cadre du programme de l'Anneau de collecte de prix seront utilisés. Pour les deux à quatre pays de l'Anneau de chaque région, >>

... à suivre, page 11

Réflexions sur le programme de recherche du PCI

Michael Ward, *Consultant international*

Maintenant que de nouvelles procédures communes ont été mises en oeuvre dans le PCI et que certains des problèmes méthodologiques et pratiques les plus pressants en matière de compilation des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) mondiales et régionales ont été abordés, nous pouvons marquer une pause pour réfléchir aux thèmes de recherche

qui devraient faire partie du programme analytique initial. La publication des résultats préliminaires de la consommation finale réelle est imminente et le cycle actuel du PCI devrait produire des données fiables sur les niveaux de prix pour les catégories de dépenses pertinentes pour l'élaboration des politiques. Elles permettront des comparaisons trans-sectorielles et intersectorielles à un niveau plus fin qu'auparavant entre pays à l'intérieur des régions et entre les régions.

Au vu de cela, même une analyse préliminaire des nouveaux résultats des PPA pourrait apporter de nouvelles perspectives et des avantages significatifs pour les politiques ; je soulignerai un ou deux domaines particuliers ci-après. Les données des PPA mettent l'accent sur la pertinence à un moment donné des structures de dépenses « réelles » dépourvues de ce que, il y a 70 ans, Pigou qualifiait de « monnaie voile ». Les résultats du PCI représentent des mesures quantitatives exprimées en niveau de prix commun. Par opposition, les dépenses nominales constatées provenant d'enquêtes et toujours beaucoup utilisées pour les analyses de la demande ne nous disent pas comment la consommation est réellement structurée dans les différents pays en termes d'acquisition de biens et de services réels par les ménages.

L'examen des transactions fondé sur les PPA permet d'écarter la théorie « d'un prix » et l'hypothèse implicite courante qu'il existe un niveau de prix commun pour toute une économie. Cette première distinction est particulièrement significative lorsqu'on analyse ce qui est largement admis comme ratios de dépenses « sans valeur » dans les pays, y compris la part des dépenses publiques dans les dépenses globales des secteurs de la santé et de l'éducation, et la taille relative de l'administration publique.

A cause de l'attention toute particulière qui a été accordée lors du présent exercice à la détermination d'environ 155 catégories de rubriques de base pour les dépenses, notamment pour la consommation réelle, la décomposition structurelle des dépenses des foyers peut être poussée plus avant pour étayer l'étude cohérente et comparable de paramètres et caractéristiques économiques clés tels que, par exemple, la part de l'alimentation dans la consommation des ménages dans différents pays ou même, à un niveau plus détaillé, la part de toutes les dépenses alimentaires consacrées aux produits de base (coefficients d'Engels). La comparaison de ces dépenses au revenu estimé par habitant dans les pays par groupes sociaux sélectionnés nous en apprendra beaucoup sur la nature de la société.

Se tourner vers l'avenir

Le PCI a constamment démontré pendant trois décennies de résultats que non seulement les pays à faibles revenus maintenaient des niveaux de prix globaux plus bas que les pays les plus riches et plus

avancés économiquement, mais aussi que certaines composantes des dépenses agrégées essentielles pour les politiques comme l'investissement (ou plus précisément, la formation brute de capital fixe en matière d'équipement et de construction), affichaient des prix très différents de ceux observés pour l'ensemble du PIB. L'échec des politiques de dépenses d'investissements apparemment élevées dans les pays en développement, selon les mesures traditionnelles, pour assurer une croissance plus rapide a dérouter les planificateurs économique pendant des années. Alors que, à l'évidence, de nombreuses erreurs ont été commises, l'explication repose en grande partie sur le fait que le niveau de prix des biens d'investissements, en particulier des usines et des machines, est beaucoup plus élevé dans les pays pauvres que celui du PIB dans son ensemble. Ceci est dû au fait que ces pays doivent acheter pratiquement tout ce dont ils ont besoin auprès des économies industriellement développées où non seulement les prix et les salaires sont plus élevés, où mais il faut aussi prendre en compte les coûts du transport international et de l'installation.

La même constatation vaut pour les dépenses publiques courantes et, en particulier pour les dépenses publiques au titre des ménages par rapport aux dépenses collectives nécessaires pour maintenir la bureaucratie, la sécurité intérieure et la défense nationale. Les prix correspondants (y compris ceux du travail) qui s'appliquent à ces postes, partiellement ou par agrégation, sont également très différents. Les recherches effectuées sous les auspices de l'Union Européenne montrent clairement combien il est important de faire ces distinctions en « termes réels » quand on examine la taille réelle de l'administration publique, la nature de ses interventions et l'absorption qu'elle fait de toutes les ressources économiques de toutes les activités économiques.

Il est possible d'obtenir facilement des indications sur l'importance relative des barrières tarifaires et non tarifaires qui peuvent influencer sur les prix en utilisant les PPA et les données détaillées relatives aux prix d'un pays en particulier, et sur les implications correspondantes pour les négociations commerciales. De plus, en utilisant les données sur les services des PPA, il est possible de savoir si ce sont les explications des relations commerciales en matière de services fondées sur le modèle Ricardien (technologie) ou de Heckscher-Ohlin (prix relatif de facteur) ou les accords institutionnels et la complémentarité qui sont les facteurs les plus importants, et quels sont ceux qui sont à même de créer plus de croissance et d'emplois ?

En définitive, des efforts renouvelés sont nécessaires pour se passer de la « compatibilisation » et expliquer pourquoi, en comparant les résultats du PCI dans le temps, des différences significatives dans les prix internationaux et dans les valeurs correspondantes du PIB apparaissent entre les pays pour les mêmes années lorsque sont utilisés les taux de croissance nationaux et les changements de prix d'une part et les mesures de référence converties du PCI d'autre part. S'agit-il simplement d'un problème d'indice ou d'une question plus cruciale sur l'importance de la sous-évaluation d'un élément d'inflation autonome « clé » intégré dans les changements de prix mondiaux constatés ?

Michael Ward a été économiste en chef de la Banque Mondiale. Il est l'auteur de la première comparaison du PCI des pays de l'OCDE en 1980, et il a également travaillé avec Eurostat dans le cadre des premières comparaisons régionales du continent africain. ■

Enseignements tirés de l'expérience de l'Asie Pacifique

Vaskar Saha, *Coordonnateur Régional, Banque Asiatique de Développement*



Vingt trois pays d'Asie Pacifique (AP) participent au PCI sous les auspices de la Banque Asiatique de Développement (BAD) qui agit en tant que Bureau Régional (BR) responsable de la gestion et de la coordination au jour le jour du programme régional. Six autres pays insulaires du Pacifique sont engagés dans un PCI à moindre échelle couvrant un nombre

limité d'articles de consommation des ménages, et bénéficient d'une aide financière de l'AusAid, l'opération se déroule sous la direction générale et la coordination du Bureau Australien de Statistiques.

Outre le nombre important de pays (50 % de plus qu'en 1993), le cycle 2005 affiche des avancées importantes en matière d'organisation et de méthodologie. La région AP a collaboré à l'effort mondial conduit par la Banque Mondiale visant à élaborer un nouveau cadre stratégique pour le PCI destiné à s'attaquer aux préoccupations de longue date portant sur la transparence, l'efficacité de la structure de gestion, les problèmes méthodologiques, la qualité, la pertinence et la durabilité des données. Ce cadre facilite la pleine appropriation du programme par les parties prenantes nationales et régionales et reflète la nécessaire convergence des intérêts nationaux, régionaux et internationaux fondés sur une approche de bas en haut.

De nouvelles évolutions méthodologiques ont également été apportées. Parmi celles-ci, les Descriptions Structurées de Produits (SPD) pour les spécifications de produits, le logiciel Tool Pack (TP) pour la saisie des données, la validation, le traitement et la compilation d'indices ; l'approche Panier des Composants de la Construction (BOCC) pour les enquêtes sur la construction ; une nouvelle méthode de confrontation des données régionales ; et une approche novatrice pour la préparation de la liste des équipements. Le site et le bulletin d'information du PCI sont des moyens essentiels pour obtenir des données et des informations

Enseignements tirés :

Le PCI Tool Pack : Le TP facilite beaucoup l'entrée, la validation de données et la compilation d'indices. Il apporte transparence et uniformité à la structure des données pour en réaliser la validation entre pays. La région a beaucoup utilisé le TP aux niveaux national et régional. Néanmoins, les pays ont rencontré certains problèmes au départ lors de son utilisation. Les pays et le BR ont soumis des propositions d'amélioration au Bureau Mondial (BM). Le BM a été d'un grand soutien et a réalisé des patchs pour améliorer les fonctionnalités et la performance du système. Le TP est devenu plus convivial car il facilite le traitement de données et les transferts allers retours de données entre les pays et le BR. Un certain nombre de pays ont manifesté leur intérêt à utiliser le TP pour l'IPC. Le Bhutan a déjà commencé son pilotage.

Le Rapport de Diagnostic National est très utile pour élaborer des rapports destinés aux pays pour identifier les erreurs en matière de données sur les prix. Il réduit de façon significative le temps nécessaire à la production de rapports et à la validation par allers retours des données entre le BR et les Coordonnateurs Nationaux (CN).

Le Module de Collecte de Prix (MCP), utilisé par les enquêteurs et

les superviseurs des centres de collecte de données, a une fonctionnalité limitée pour la validation spatiale et temporelle des données. La plupart des protocoles de validation de données sont dans le Module d'Administration des Prix (MAP), qui est installé auprès du CN. Pour le prochain cycle, ce processus devrait être réexaminé. Il est proposé que le système de validation des données du MCP soit amélioré en le dotant des mêmes protocoles de validation que le MAP, et en lui en ajoutant de nouveaux. Par exemple, un ensemble de rapports basés sur des règles de validation complémentaires devrait être préparé par le BR ou le CN, à partir duquel le TP pourrait produire ces rapports avec des listes d'erreurs de données. Ces listes pourraient être examinées aux centres de collecte des prix aux fins de correction. Toutes les corrections, venant des différents centres de collecte pourraient être chargées dans le MAP pour nouvelle analyse et validation. Ceci serait particulièrement utile pour les grands pays disposant de nombreux centres de collecte et réalisant beaucoup d'observations.

Validation des prix nationaux des produits de consommation : La transmission initiale de données sur les prix des pays a révélé des coefficients de variation significativement élevés (CV). Pour aider les pays à valider leurs données nationales, le BR a préparé une procédure de validation des données sur les Prix. Le BR a mis au point un système automatisé et mis en œuvre sa propre procédure de validation des données indépendante des procédures du TP. Ces procédures de validation intègrent des protocoles beaucoup plus détaillés comme la préparation de tableaux résumés montrant des indicateurs statistiques pour identification des valeurs extrêmes ; des analyses des données au plan national et entre pays sur plusieurs trimestres au niveau du produit, de la rubrique de base, de la région ou sous-région.

Validation des données entre pays : Trois ateliers d'étude des données ont été conduits, le quatrième étant prévu en Juin/Juillet 2006. Après le premier atelier, quelques produits ont été ajoutés, certaines spécifications de produits ont été révisées pour éliminer les ambiguïtés qui provoquaient de grandes variations de prix, et certains produits ont été supprimés. Deux brèves directives ont été préparées (i) « Que faut-il évaluer » et (ii) « Liste des Produits méritant une attention particulière ». Il a été demandé aux pays de suivre ces deux directives et de procéder à des corrections. L'attention particulière portée aux produits signalés comme problématiques a permis d'améliorer de façon significative la parité des prix.

Comparaison de la formation brute du capital : La part de la formation du capital, y compris la construction et les biens d'équipement, représente une partie significative du PIB de la région. L'obtention d'estimations fiables de PPA dépend de la réussite de la mise en œuvre d'une méthodologie novatrice pour ces secteurs. La région a bien préparé les enquêtes sur les biens d'équipement et la construction. Elle a travaillé en étroite collaboration avec le BM et l'a aidé de façon significative à développer une liste des biens d'équipement principaux. Des ateliers sur la construction et les biens d'équipement ont été organisés à Manille pour les experts nationaux, sous la direction de consultants internationaux. La région a constitué des groupes de référence pour la construction et l'équipement à même de fournir des avis compétents sur l'identification des produits, l'évaluation et la validation des données. >>

... à suivre, page 11

L'expérience du PCI sera très utile à l'Ouganda pour rebaser son IPC

Nsubuga Vincent Musoke, *Coordonnateur national du PCI pour l'Ouganda*



L'Ouganda participe pour la première fois au Programme de Comparaison Internationale (PCI). L'exercice paraissait complexe et accablant de prime abord, comparé à l'IPC dans le cadre duquel se déroulent les travaux de notre PCI. Notre IPC ne couvre que six zones urbaines et les articles du panier ne sont qu'au nombre de 124. La couverture

du PCI porte sur six zones urbaines et six zones rurales et les prix sont relevés et validés pour plus de 600 produits tous les mois.

L'Ouganda compte quatre régions aux fins des statistiques et le programme PCI les couvre toutes. Les zones rurales et urbaines sont couvertes dans chaque région. La collecte des prix pour les produits périssables est effectuée deux fois par mois dans tous les points de vente. La collecte des prix pour les produits pharmaceutiques et de santé est trimestrielle alors que les prix des autres produits sont relevés une fois par mois.

La mise en œuvre du PCI est arrivée au moment où l'Institut Ougandais des Statistiques (UBOS) prévoyait de rebaser et de réviser son IPC, pour passer de la période de référence actuelle de l'exercice 1997/98 à une nouvelle période de référence portant sur l'exercice 2005/2006. Depuis que les activités du PCI ont démarré en Ouganda, beaucoup a été accompli, en particulier en matière de développement et d'amélioration de nos statistiques de prix et de nos comptes nationaux.

Sur la base de l'expérience acquise et des enseignements tirés de la mise en œuvre du PCI, l'exercice de changement de base adoptera les éléments suivants :

Description structurée des produits : Les produits du PCI sont décrits de façon très détaillée, en particulier les produits manufacturés et les services. On obtient ainsi des spécifications précises de produits, ce qui constitue un outil important pour contrôler l'inflation. Nous utiliserons les spécifications exactes de la plupart des produits dans l'IPC rebasé et modifierons le reste de la même manière.

Extension de la couverture rurale : Suite aux activités du PCI, beaucoup de travail a été accompli pour saisir les prix des zones rurales. Nous utiliserons les prix relevés et l'infrastructure mise en place pour soutenir l'IPC rebasé. Ceci nous donnera un IPC plus représentatif dans la mesure où tous les secteurs de la population seront pris en compte. La plupart des produits des paniers ruraux pour l'IPC rebasé seront les mêmes que ceux du PCI. Il faut noter qu'en Ouganda, 88 % de la population vit dans les zones rurales et représentent 68 % de la consommation finale totale des ménages.

Extension de la Couverture des produits : Comme cela a été signalé ci-dessus, l'IPC actuel comprend environ 124 articles. Toutefois, avec l'introduction du PCI, notre panier augmentera pour l'IPC rebasé. D'une part, il était difficile de décrire certains produits de manière systématique, ce qui rendait la collecte des prix impossible

et de ce fait, notre IPC actuel était calculé à partir d'un panier plus petit. Toutefois, avec le PCI, nous pouvons maintenant fournir des spécifications détaillées pour tout produit consommé par les ménages et ayant un poids significatif dans le panier des ménages. D'autre part, certains biens et services seront utilisés pour étendre notre couverture de produits. Par conséquent, nous nous attendons à avoir un panier plus représentatif avec une extension de la couverture de produits.

Indices des prix pour différents groupes sociaux : Dans le cadre du PCI, tous les secteurs de dépenses des ménages ont été dûment pris en compte. Pour l'indice rebasé, nous prévoyons de collecter les prix de différents groupes sociaux. Nous le ferons en nous basant sur l'infrastructure du PCI en matière de couverture des produits de base et de couverture géographique (points de vente). Ce sera une réalisation importante dans la mesure où elle fournira des informations cruciales pour l'élaboration des politiques nationales. De ce fait, notre IPC sera aussi plus représentatif dans la mesure où tous les secteurs de la population seront pris en compte.

Validation des données : Le logiciel SEMPER pour la validation des données a été développé par la Banque Africaine de Développement. Cet outil relève tous les prix qui semblent être des valeurs extrêmes et soupçonnés de pouvoir renfermer quelques erreurs. Le logiciel SEMPER s'est révélé extrêmement utile pour détecter ces prix anormaux. A l'heure actuelle aucun logiciel n'est utilisé pour détecter les valeurs extrêmes pour les prix de l'IPC. Nous examinons chaque prix, ce qui était fastidieux et prenait beaucoup de temps. Nous sommes maintenant en cours de reformatage de nos questionnaires afin d'utiliser le logiciel SEMPER pour nos analyses de prix avant le calcul de l'IPC final.

Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) : Bien que le Tool Pack du PCI ne soit pas encore utilisé, certains de ses composants en ont été extraits pour mener à bien des activités PCI. Ils sont utilisés pour calculer les Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) entre pays. Le logiciel utilisé pour le calcul des PPA est « ELFA » qui a été extrait du Module de traitement des données (DPM) du Tool Pack du PCI. En Ouganda, nous voulons produire des PPA entre régions et créer des centres de collecte de données dans le pays. Les PPA entre zones rurales et zones urbaines seront également calculées. Ceci sera fait tous les ans, et constituera une très bonne source d'information pour les utilisateurs de données d'Ouganda.

Comptes Nationaux : Les activités relatives aux comptes nationaux en Ouganda, aux fins du PCI ont démarré avec les tableaux détaillés et équilibrés des ressources et des emplois 2002 (SUT), qui prenaient en compte les principales meilleures sources de données pour désagréger le Produit Intérieur Brut (PIB) dans les 201 rubriques de base requises. Un tableau de correspondance détaillé a été préparé entre les catégories de produits des SUT et ceux de rubriques de base du PCI. Les données de l'enquête nationale 2002/03 sur les ménages en Ouganda ont été utilisées dans la répartition du PCI Afrique et permettront d'améliorer les dépenses dans les catégories du PIB pour la consommation privée, les services publics, la construction, les machines, les équipements et les importations de biens et de services. ■

Eduardo Pereira Nunes ... suite de la page 5

Par conséquent, le financement nécessaire était loin d'être marginal. Nous avons, néanmoins, décidé que nous devions absorber ces coûts dans l'intérêt de l'amélioration des compétences et des connaissances de nos hommes de terrain et de nos statisticiens des prix. Le coût financier n'avait peut-être pas été prévu mais quel qu'en soit le prix cela en valait la peine. Nous l'avons considéré non pas comme un dépense courante mais comme un investissement dans la qualité de nos jeunes professionnels.

Pensez-vous que ce programme aura un impact particulier sur les programmes de l'IBGE ?

E. P. Nunes : Bien entendu. Le premier des nombreux effets positifs que le programme a sur nous et sur les instituts régionaux de statistiques est qu'il nous permet de faire des comparaisons bien étayées entre pays à un moment critique de l'histoire de notre région. N'oubliez pas que beaucoup de pays de notre région ont ouvert leurs portes aux relations commerciales croissantes avec le reste du monde. La dynamique du changement économique nous oblige à mieux connaître la façon dont nos voisins évaluent leurs agrégats économiques et réalisent le calcul de leurs indices de prix ; et ceci influe ensuite sur nos propres méthodes et permet de les améliorer. Mais l'effet auquel j'attache la plus grande importance c'est ce que le programme laisse derrière lui en termes de professionnels bien formés et mieux à même d'évaluer, d'analyser, d'interpréter et de comparer – qu'il s'agisse des prix, des indices de prix ou des agrégats de comptabilité nationale.

L'Institut national de statistique du Canada était directement impliqué aux côtés de la CEPALC et a joué le rôle d'agence d'exécution du PCI pour l'Amérique Latine. Comment évaluez-vous cette expérience ?

E. P. Nunes : Quelle que soit la motivation des instituts nationaux de notre région, le programme a besoin d'une agence de coordination, de préférence choisie à l'extérieur du cercle des participants nationaux. Dans notre région, nous sommes tous habitués à travailler avec la CEPALC, mais c'était une expérience originale pour nous que de travailler avec un institut de statistiques comme Statistique Canada. J'ai été énormément impressionné par le niveau de professionnalisme dont fait preuve l'institut canadien et de constater que les coordonnateurs régionaux travaillaient bien ensemble. Bien entendu, les perspectives apportées par un homologue producteur de statistiques nationales nous ont beaucoup aidés à identifier les faiblesses des systèmes de comptes nationaux et de prix de notre région.

Pour l'avenir, pensez-vous qu'un second cycle de ce programme devrait être entrepris ?

E. P. Nunes : Je suis inquiet pour les cycles futurs du programme, compte tenu de la vitesse à laquelle évoluent les prix relatifs et des contraintes qu'un tel changement impose au calendrier que nous devons tenir. Prenez par exemple ce qui s'est passé avec les prix du pétrole brut. Au moment du cycle précédent du PCI, les prix

étaient de l'ordre de 25 USD. Au cours de notre année de référence – 2005 – les prix ont atteint 50 USD mais aucun autre article du panier standard de biens et de services n'a affiché une augmentation comparable même de loin. Si nous relevions les prix aujourd'hui, le pétrole aurait pointé à 70 USD ou plus, ce qui aurait entraîné une nouvelle évolution très significative des prix relatifs. C'est notre responsabilité en tant que fournisseurs de statistiques d'enregistrer, d'analyser et d'interpréter de tels changements plutôt que de ne pas les observer parce que nous ne nous sommes pas donnés la peine de mettre en place le bon programme.

Je ne dois pas passer sous silence une autre initiative collective prise par la communauté des instituts de statistiques aux Nations Unies – rester en phase, par la mesure et le suivi, avec les objectifs pour le millénaire par la production d'information pertinente. L'objectif 19 prévoit une réduction de moitié de la population mondiale essayant de subsister avec des revenus inférieurs à 1 USD *par habitant et par jour*. Mais nous ne pouvons tout simplement pas honorer cet engagement à moins et jusqu'à ce que nous soyons capables de suivre de manière fiable le pouvoir d'achat de 1 USD dans les différentes régions du monde.

Selon vous, que pourrait-on faire différemment ?

E. P. Nunes : Il est indispensable de capitaliser sur les enseignements du premier cycle du PCI. Nous pouvons volontiers reconnaître que nous avons beaucoup appris sur la façon dont les prix doivent être spécifiés, recueillis, et traités. En outre, nous avons acquis des connaissances supplémentaires par la confrontation de nos chiffres avec ceux des pays voisins et avons été beaucoup aidés par les efforts des coordonnateurs visant à harmoniser des résultats en apparence discordants. Malheureusement, ce même processus n'a pas eu lieu pour les comptes nationaux. Il faut reconnaître que nous n'avons pas avec les comptes nationaux la même liberté qu'avec les prix. Les premiers existent et n'allaient pas être modifiés spécialement pour cette occasion. Mais le fait est que nous avons rencontré des non concordances gênantes – à de faibles niveaux d'agrégation, certes, mais gênantes tout de même. J'attends un prochain cycle où après une préparation complète nous nous engageons dans un processus de comparaison systématique des composants les plus élémentaires des comptes nationaux, un processus analogue à celui mis en place pour les prix, et que nous découvrons autant sur nos forces et que sur nos faiblesses respectives.

Souhaitez-vous ajouter quelque chose en conclusion ?

E. P. Nunes : Le point le plus important que j'aimerais souligner est le besoin évident et urgent de faire de ce projet un programme continu. Il nous faut tirer partie de cet effort considérable déployé au cours du présent cycle du PCI. Le prochain cycle devrait démarrer immédiatement après la fin de celui-ci. La préparation devrait commencer en 2007, les collectes de données en 2008 et la publication en 2009. Si nous pouvons nous assurer de la poursuite de la coopération de Statistique Canada et de la CEPALC, je pense que nous pourrions faire du PCI un élément permanent de notre programme national de statistiques. ■

Vaskar Saba ... suite de la page 8

Validation des pondérations du PIB : La région a organisé deux ateliers sur les comptes nationaux pour guider le pays en matière de compilation et de validation des 155 pondérations requises des dépenses par rubrique de base (RB). Avant la validation des données régionales, le BR a examiné les données soumises par les INS, tant au niveau de la rubrique de base qu'à des niveaux d'agrégation supérieurs. Plusieurs techniques statistiques utilisant les CV, la corrélation de Pearson, la corrélation de rang etc., ont été utilisées pour identifier les valeurs extrêmes. Les pays ont été, en conséquence, informés des actions nécessaires quant à la validation/confirmation des valeurs basses et hautes ; en cas d'absence de données ; et pour la confirmation de pondérations zéro ou proches de zéro.

Pour les cycles futurs, un ensemble de pondérations indicatives ou préliminaires du PIB pourrait être mis à disposition par les pays avant de finaliser la liste des produits. Ceci est important pour planifier les enquêtes de prix du PCI pour veiller à une bonne couverture des produits, en particulier pour les RB ayant une pondération significative.

Renforcement des capacités : Le cycle actuel a été un outil important pour le renforcement des capacités statistiques. La fiabilité des données de prix s'est améliorée de façon significative car la validation des données a progressé. Ce cycle a également décelé les faiblesses des estimations dans les comptes nationaux en identifiant des déficits importants de données, dans la mesure où le calcul des prix n'était pas cohérent avec les pondérations des comptes nationaux.

L'expérience en matière d'estimation des pondérations du PIB a facilité l'application de certaines recommandations du SCN 1993, en particulier dans l'imputation des services de logements occupés par le propriétaire, et la formation du capital comme l'exploration minière et le développement de logiciels. Connaître les limites de la production du SCN 1993 améliorera de beaucoup les estimations du PIB.

Dans de nombreux pays, le travail sur l'IPC devrait tirer un grand parti des activités du PCI. Certains pays ont beaucoup utilisé leurs efforts de collecte de prix pour leur ICP comme apports pour le PCI. L'harmonisation de ces activités réduira le fardeau sur des ressources humaines et financières limitées, et contribuera à institutionnaliser les activités du PCI en les intégrant dans leur travail ordinaire de collecte de prix. L'utilisation du TP pour le calcul de l'IPC aidera beaucoup de pays, car le développement d'un nouveau logiciel pour la compilation d'indices est très onéreux et requiert beaucoup de temps.

Et ensuite ?

La priorité devrait être accordée à la promotion pour susciter l'intérêt sur la portée des PPA, car cela se traduira par un soutien au PCI. Les décideurs, les chercheurs, les utilisateurs et le ministère du budget des pays participants devraient être ciblés.

Les pays insistent sur le fait que la dynamique du cycle actuel devrait être maintenue et que les travaux préparatoires pour le prochain cycle devraient commencer. Le PCI Asie Pacifique a mis en place des méthodologies novatrices pour améliorer et garantir la parité des prix, depuis l'identification des produits jusqu'à l'étape de validation des données. Elles peuvent servir de points de départ pour procéder à des améliorations au cours du cycle suivant. ■

Erwin Diewert ... suite de la page 6

la première étape est de convertir ces prix nationaux en prix exprimés en unités de la monnaie régionale de référence en divisant les prix des pays de l'Anneau exprimés dans leurs unités monétaires originales par les PPA régionaux niveau 1 correspondants pour cette catégorie de rubrique de base. Les prix transformés ainsi obtenus peuvent maintenant être considérés comme des prix d'articles qui appartiennent à l'un des six « super pays » et la méthode CPRD sera utilisée pour construire cinq PPA régionaux qui confrontent le niveau moyen des prix dans cinq des régions avec le niveau des prix dans la région de référence. Les parités relatives ne seront pas affectées par le choix du pays ou de la région de référence si les méthodes CPD ou CPRD sont utilisées pour construire les PPA dans la région ou entre régions. Un ensemble mondial de PPA peut maintenant être construit en multipliant les PPA régionaux par les PPA interrégionaux correspondants.

Les étapes à suivre pour construire un ensemble mondial complet de PPA peuvent être résumées comme suit :

- Chaque région construit son PPA niveau 1 pour 155 catégories de rubriques de base de dépenses.
- Les pays de l'Anneau de chaque région collectent les prix des produits à partir d'une « liste mondiale » de produits élaborée à cet effet. Les prix de ces produits sont transmis au Bureau Mondial pour traitement ultérieur.
- Les prix des produits pour chaque pays de l'Anneau appartenant à une région sont convertis dans en unités de la monnaie régionale de référence en utilisant les PPA niveau 1 construits par les régions.
- Le Bureau Mondial effectue 155 régressions CPRD pour calculer les 6 PPA interrégionaux en utilisant les données ajustées des prix des pays de l'Anneau tel que décrit supra pour chacune des 155 catégories de rubrique de base de dépenses.
- Un ensemble final de 155 PPA pour chacun des 150 pays, environ, participant au PCI peut être obtenu en multipliant les PPA régionaux par les PPA interrégionaux correspondants

Pour une explication plus détaillée, lire Diewert, W. E. (2004) *On the Stochastic Approach to Linking the Régions in the PCI*, ou le chapitre 15 du Manuel du PCI, tous deux disponibles sur le site web du PCI, www.worldbank.org/data/icp ■



Guide du PCI

Le Guide du PCI est au centre de toute une série de documents préparés pour le cycle 2005. Le manuel couvre des sujets essentiels pour comprendre la base conceptuelle, le cadre méthodologique et les normes de classification du programme. Il tire les leçons des expériences et des modes opératoires élaborés au cours des cycles précédents et élargit la base de connaissances du programme par l'apport de nouvelles technologies et procédures mises en oeuvre au cours du cycle 2005.



Manuel opérationnel

Le Manuel fournit les principes de base qui sous-tendent le PCI et explique comment ces connaissances influent sur la mise en oeuvre et la gestion de ses activités. Il sert de guide opérationnel pour planifier et coordonner la mise en oeuvre du programme, et fournit des directives étape par étape pour la collecte et la validation des données. Comme le Guide du PCI, c'est un document électronique évolutif.



Liste des spécifications pour les biens de consommation (Volume I) *

Suite à l'introduction de la méthode de Description Structurée des Produits (SPD) au cours du présent cycle du PCI, ce volume fournit une liste des principaux produits et services de la consommation des ménages qui sont disponibles dans la plupart des régions du monde. L'approche SPD utilise un ensemble de caractéristiques déterminant le prix pour chaque catégorie finale de produit.



Liste des spécifications pour les biens d'équipement (Volume II) *

Ce volume décrit l'approche hybride SPD/PS. Il comporte 108 produits rigoureusement définis y compris avec indication de leurs marques, de leurs modèles et de nombreux produits comparables de substitution. Il fournit des matrices contenant les caractéristiques clés déterminant les prix des produits. Les régions peuvent ainsi adapter sur mesure une machine disponible pour atteindre les caractéristiques fonctionnelles décrites pour les spécifications sélectionnées ou celle de substitution.



Liste des spécifications pour les projets de construction (Volume III) *

Ce volume décrit l'approche du Panier des Composants de la Construction (BOCC) mise en oeuvre dans ce cycle. On y trouve les Descriptions Structurées de Produits et les spécifications de 34 composants de la construction. L'approche BOCC établit la taxinomie des projets, systèmes et composants. Elle identifie les groupes combinant les matériaux, la main d'oeuvre et les équipements qui peuvent être utilisés en quantités variables pour construire le composant souhaité.

(*) Diffusion restreinte

Rédacteur en chef
Yonas Biru

Rédacteur en chef adjoint
Amy Siew Hua Lee

Rédacteurs Traduction
Yuri Dikhanov
Nada Hamadeh

Veuillez adresser vos commentaires, contributions et demandes d'inclusion dans la liste de diffusion à [Amy Lee](mailto:Amy.Lee@worldbank.org) slee9@worldbank.org

International Comparison Program
The World Bank
1818 H Street NW, MC2-209
Washington D.C. 20433 EEUU

Le Programme de Comparaison Internationale (PCI) est la plus grande initiative mondiale en matière de statistiques et à laquelle participent 107 pays. Il réalise des estimations de niveaux de prix, d'agrégats économiques en termes réels et de Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) comparables au plan international et qui fournissent aux utilisateurs des informations sur la taille relative des marchés, la taille et la structure des économies et les pouvoirs d'achat relatifs des monnaies. Un Bureau Mondial du PCI, sis à la Banque Mondiale, gère le programme mondial. Les instituts nationaux de statistiques mettent en oeuvre le programme sur le terrain. Le Bureau Mondial travaille en étroite collaboration avec le Programme Eurostat/OCDE pour 43 pays et publie des données mondiales permettant de confronter les résultats du PCI à ceux du programme Eurostat/OCDE pour 150 pays de référence.

Les opinions exprimées dans PCI News sont celles des auteurs et ne représentent pas celles du Bureau Mondial du PCI ou de la Banque Mondiale.